



Les organisations syndicales de la DGFIP Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, F.O.-DGFIP et l'alliance CFDT-CFTC Finances publiques appellent les personnels de la DGFIP à se mettre en grève et à manifester ce mardi 19 mars 2024 pour se faire entendre et obtenir une revalorisation du traitement indiciaire.

Le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques Stanislas Guérini a annoncé que l'année 2024 serait une année blanche en termes de revalorisation du point d'indice et que le mérite ainsi que la performance seraient les axes de la rémunération future des fonctionnaires.

Les organisations syndicales de la DGFIP, Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et F.O.- DGFIP et l'alliance CFDT-CFTC Finances publiques, dénoncent ce nouveau gel de la rémunération indiciaire imposé unilatéralement aux fonctionnaires alors que les dernières revalorisations sont loin de combler les pertes de pouvoir d'achat cumulées depuis les 20 dernières années. Quelle autre profession accepterait une diminution de 27 % de son pouvoir d'achat en 24 ans ? Comment une progression deux fois moins rapide de la rémunération que dans le secteur privé pourrait-elle ne pas se traduire par une perte d'attractivité ?

Les organisations syndicales condamnent la rémunération dite au « mérite » dont les critères d'évaluations sont toujours opaques et subjectifs, attaque supplémentaire contre le statut de la fonction publique et facteur de division des collectifs de travail déjà mis à mal.

La hausse de 3,5 % de la valeur du point d'indice en 2022, celle de 1,5 % en juillet 2023 ainsi que l'attribution de 5 points d'indice à tous les agents, à partir de janvier 2024 ne sont pas à la hauteur de l'inflation et ne soldent pas les arriérés dus au quasi-gel de la valeur du point depuis 2012. Nombre d'agents éprouvent désormais des difficultés à boucler les fins de mois dans ce contexte d'inflation élevée. Refusons la précarisation de nos carrières et de nos rémunérations.

A la DGFIP, comme ailleurs, les pouvoirs politiques et administratifs doivent répondre à l'urgence salariale que ce soit en termes de traitement brut ou indemnitaire.

C'est maintenant que le gouvernement doit ouvrir de véritables négociations salariales, et cela passe par :

- **Revaloriser significativement le nombre de points d'indice et la valeur du point**
- **Revaloriser les grilles indiciaires de la fonction publique en maintenant le principe de corps/grade et échelon**
- **Revaloriser les régimes indemnitaires.**

Parce que les agents de la DGFIP, comme l'ensemble des fonctionnaires, refusent d'être, une fois de plus, dogmatiquement sacrifiés sur l'autel de l'austérité budgétaire avec les 10 milliards de crédits annulés sur la loi de

Finances pour 2024 et les 20 milliards de réduction budgétaire annoncés pour 2025.

Parce qu'à la DGFIP plus qu'ailleurs nous savons que l'argent existe notamment en luttant efficacement contre la fraude fiscale.

**PARCE QUE LES MOTS NE SUFFISENT PLUS POUR
RECONNAÎTRE L'ENGAGEMENT DES PERSONNELS DE
NOTRE ADMINISTRATION,
CE 19 MARS, AVEC L'ENSEMBLE DES FONCTIONNAIRES,
SOYONS MASSIVEMENT EN GRÈVE ET DANS LES
MANIFESTATIONS
POUR METTRE UN TERME À LA DÉGRADATION DE NOTRE
POUVOIR D'ACHAT**

fichiers:



[Télécharger appels19mars-1.pdf](#) (186.63 Ko)

Public: [Infos / actions](#)
[Luttes 2024](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
